

<https://www.economiedistributive.fr/En-marche-vers-quoi>



En marche... vers quoi ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2018 - N° 1196 - avril 2018 -

Date de mise en ligne : mercredi 18 juillet 2018

Date de parution : avril 2018

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Sommaire

- [Jusqu'au bout de quoi ?](#)
- [L'opportunité saisie par Macron](#)
- [Qui va l'emporter ?](#)

Nul ne peut prédire l'avenir du mouvement actuel de contestation de la politique macronnienne. Mais tant de protestations et de grèves, au sein de la SNCF, dans les universités, dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, à la Poste, à Carrefour, chez les chauffeurs de taxis "ubérisés" et chez les retraités (à qui une "réforme" pire que les précédentes est annoncée), sont les manifestations d'un vaste malaise.

Et ce 8 avril, le chef du gouvernement vient de prendre le risque de déclencher la violence en reconnaissant que toute négociation ne serait que tromperie puisqu'« il ira jusqu'au bout ».

Jusqu'au bout de quoi ?

Les "réformes" qu'il impose, Macron n'en est pas l'initiateur. Entreprises, puis poursuivies par ses prédécesseurs, elles ont commencé avec la révolution libérale, au début des années 1980. En France, le tournant a été pris par F. Mitterrand en 1983 : à l'encontre de ses beaux discours qui avaient suscité l'enthousiasme, il a paru céder, au nom d'une Europe mythique qui n'a jamais existé. Comme tous les partis socialistes, le PS a ainsi viré de bord. Il s'est "rangé" vers la social-démocratie : pas question de sortir du capitalisme, on va l'amadouer en faisant toutes les concessions qu'il faudra. En d'autres termes, on garde le loup dans la bergerie mais on va le convaincre de se limer les dents.

Au cours de ces presque quarante ans, le loup s'est régalé et il a même bien affûté ses dents. Les gouvernements ont tous tenu le même discours soigné, figolé, présenté la main sur le cœur : au nom de la « modernisation » ou pour faire preuve « de réalisme » (?), des « réformes » sont absolument nécessaires.

â€” Mais quelles "réformes" ?

â€” Celles de l'idéologie dominante et qui ont conduit à la situation actuelle.

Cette idéologie est l'aboutissement logique de l'économie de marché, telle qu'un petit nombre d'économistes et d'hommes politiques ont réussi à l'imposer internationalement. Elle consiste à limiter le rôle de l'État afin qu'il ne puisse plus exercer aucune intervention d'ordre économique. Il faut pour cela supprimer toutes les mesures sociales qui, en France, avaient été instituées après la fin de la seconde Guerre Mondiale à l'initiative du Conseil National de la Résistance et privatiser toutes les entreprises : plus de services publics comme les Télécoms, la Poste, l'eau, l'électricité, les autoroutes, les aéroports (et les compagnies aériennes qu'étaient Air Inter et Air France), les chemins de fer, l'école, les universités, les hôpitaux, etc. tout doit passer à des sociétés privées. Pour y parvenir sans trop d'opposition, il faut préparer l'opinion en détériorant la qualité des services publics qui restent. Ce qui est facile : il suffit de ne pas financer leur entretien et de supprimer peu à peu les postes de fonctionnaires. Le résultat attendu est là : bien des gens, aujourd'hui, sont prêts à accepter l'idée qu'on ne peut pas attendre des fonctionnaires qu'ils soient capables de faire fonctionner correctement une entreprise, et que ces "privi-légiés" et "tire-au-flanc" sont les responsables des dégradations qu'ils constatent. Alors, quand les cheminots se mettent en grève, ils ne

réfléchissent pas aux raisons pour lesquelles les grévistes sacrifient leurs salaires. Ils ne voient que leurs propres difficultés immédiates pour se déplacer. Eux qui étaient des "usagers", et qui sont déjà maintenant des "clients" (le changement de terme est significatif, il devait les alerter), ne cherchent pas à comprendre les conséquences, pour eux-mêmes, de la suppression des lignes « pas assez rentables » ou de la transformation de la SNCF en société anonyme et sont prêts à croire que celle-ci n'annonce pas sa privatisation, puisqu'on leur affirme le contraire !

Cette manoeuvre, que nous avons évoquée dans ces colonnes tout au long des années, a donc bien fonctionné. L'affaire est en bonne voie : pour beaucoup de services publics, c'est déjà fini, les autres sont en marche.

L'échec de la social-démocratie est flagrant, partout, pas seulement en France. Les citoyens ont constaté que les gouvernements qui se prétendaient de gauche ont fait une politique de droite. Trompés, leurrés, désorientés, de plus en plus nombreux sont ceux qui se tournent vers l'extrême droite : les conséquences de cet échec deviennent dramatiques.

L'opportunité saisie par Macron

Le candidat Macron a su tirer les conséquences de cette évolution et du désarroi des électeurs pour se faire élire, certes, pas par la majorité des électeurs inscrits, mais peu lui importe puisque qu'il est convaincu qu'un pays se gouverne comme une entreprise.

Le financier élu a estimé que l'affaire était si mûre qu'en accélérant la marche, il allait en cueillir les fruits. Mais pas plus qu'il n'a choisi l'objectif, il n'a inventé la méthode. Comme l'a montré magistralement Serge Halimi dans son éditorial du Diplo de mars, il a suivi les conseils prodigués par Sir Roger Douglas, ancien ministre des Finances de Nouvelle Zélande. Selon ce libéral qui est même venu, le 8 avril 2008 à l'Assemblée nationale, prêcher sa méthode aux députés français : « il faut de vastes programmes, pas une addition de mesurètes ». « N'essayez pas d'avancer pas à pas, la vitesse est essentielle, vous n'irez jamais trop vite... le feu de vos adversaires perd en précision quand il doit viser une cible qui bouge sans arrêt ». Alors ne nous étonnons pas si tant de bouleversements sont entrepris en même temps : pendant que notre attention est attirée sur la réforme du nombre de députés, d'autres sont entérinées par décret ou bien sont votées sur la foi de gros mensonges.

Qui va l'emporter ?

La méthode peut réussir si le gouvernement emploie la force et la peur pour étouffer toute critique. L'objectif sera atteint : plus de services publics, chacun se débrouille, c'est la lutte permanente de tous contre tous, le meilleur gagne, et il gagne gros, quels que soient les moyens qu'il emploie, car c'est la preuve qu'il est intelligent. Quant à ceux qui perdent, c'est leur faute. La compétition ne permet pas de s'occuper des inutiles, tant pis pour tous ceux dont aucun employeur ne peut tirer profit, tant pis pour les malades, ils n'avaient qu'à faire attention à leur santé, tant pis pour ceux qui sont trop âgés pour travailler encore, ils n'avaient qu'à épargner. Quant à l'environnement, on s'en fiche, le profit passe avant ! Le mot d'ordre est : tout pour ceux qui ont déjà tout et rien pour ceux « qui ne sont rien », comme les désigne publiquement celui qui nous mène vers un monde bâti sur l'égoïsme et non sur la soli-darité. Il conduit la république à marche forcée sur l'exact opposé de ce que La Grande Relève présente sous le terme d'économie de partage, de démocratie économique ou économie distributive.

Mais le gouvernement est allé si loin et si vite que sa méthode pourrait échouer. Que se passerait-il si une majorité de citoyens prenaient conscience de l'enjeu, par exemple en découvrant la vérité sur le projet à l'origine de la

"bataille du rail" version Macron... ? (voir ci-dessous).

Si les manifestations, même en se multipliant, restent catégorielles, chacun ne voyant que ses problèmes immédiats, les "réformes" se feront quand même, plus lentement et dans la violence. Les choses ne peuvent vraiment changer que s'il y a une prise de conscience générale que toutes ces réformes visent un même objectif, le bouleversement total de la société, plus précisément de la destruction de ce qui fait la société humaine et prépare son avenir.

Un certain nombre de faits, de réunions, de déclarations permettent d'espérer cette prise de conscience citoyenne. Par exemple, un millier de citoyens, réunis à l'initiative de François Ruffin, ont adopté dans l'enthousiasme le projet d'une grande manifestation le samedi 5 mai qui rassemblera partis, associations, syndicats etc, appelés à surmonter leurs divisions pour s'unir contre la politique de Macron.

Mais cela ne peut pas suffire : après s'être accordés contre, il faut s'entendre pour construire, au moins en définissant les bases sur lesquelles fonder un projet alternatif.

L'espoir d'un monde meilleur repose sur la capacité des citoyens à comprendre que la recherche d'un profit financier est le cancer qui, en dévoyant toute entreprise, mine la société actuelle. Et cela implique de dénoncer le fonctionnement de l'outil de la finance mondiale donc de remettre en cause la création et les fonctions de la monnaie...

Il y a encore fort à faire.